



« C'EST DEMAIN LE DELUGE » - LES VILLES SOUS LA PRESSION CLIMATIQUE

Samedi 23 septembre 2017

Modérateur : Rémi CAMBAU

PARTICIPANTS :

Alain JUPPÉ, Maire de Bordeaux, ancien Premier ministre, président de Bordeaux Métropole,

Larissa KANNOUNIKOVA, Comité de l'aménagement urbain et architectural (KGA) de Saint-Pétersbourg,

Juan Maria ABURTO, Maire de Bilbao,

Mohammed Nabil BENABDALLAH, Ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la ville du Royaume du Maroc

Amada SANGARÉ, Maire de Bamako,

Docteur Fritz NTONE NTONE, Délégué général du gouvernement, Communauté urbaine de Douala,

Jaime PUMAREJO, Ministre du logement, de la ville et du territoire de l'Etat de Colombie,

K.T. RAMA RAO, Ministre de l'administration municipale, du développement urbain, de l'industrie, du commerce et des TIC du Gouvernement du Telangana, Inde

Andrés ORTIZ, adjoint au maire de Bogota en charge de l'Urbanisme.

LA SÉANCE EST OUVERTE À 14 HEURES 12

Rémi CAMBAU : Je voudrais commencer par remercier nos invités d'avoir accepté de venir. Ils vont nous donner un panorama mondial de la situation des villes et des territoires face à l'urgence climatique.

Nous avons fait ce choix, car AGORA est une biennale internationale. Ils y ont donc toute leur place évidemment, au point d'ailleurs qu'AGORA fait des petits. Le Maroc va organiser un AGORA Rabat-Salé en mars 2018. Cette dimension internationale est évidente.

Notre thème aujourd'hui est le paysage, choisi par le commissaire général Bas SMETS. La question climatique était à interroger sur cette question du paysage car le dérèglement climatique est aujourd'hui inéluctable. Il va changer, avec ou malgré nous, les paysages. Nous verrons avec les autorités publiques locales, avec les maires, avec les gouverneurs de territoires, que les choses peuvent changer pour les territoires.

J'animerai ce débat avec mon confrère Philippe TRÉTIACK.

Philippe TRÉTIACK : Merci Rémi. Bonjour à toutes, bonjour à tous. Ce débat avait été intitulé à un moment : « avant le déluge » ou « en attendant le déluge ». Vous savez qu'il existe une expression française bien connue, qui est : « après moi, le déluge », et il semblerait par chance que cette pratique gouvernementale heureusement soit aujourd'hui dépassée. Les gouvernants, semble-t-il, ont tous compris que la question climatique était cruciale, que l'avenir était entre nos mains aujourd'hui et qu'il était maintenant impossible de penser les choses à court terme.

S'il avait fallu trouver des raisons d'animer ce débat, hélas, l'actualité récente nous en a fourni des quantités, vous le savez tous comme moi, ouragans en Syrie, tremblements de terre. Vous pourrez rajouter à cela les sécheresses, les incendies. Nous passons notre temps à être en permanence confrontés au dérèglement climatique dans ce qu'il a de pire.

Quand bien même nos villes, nos climats, nos régions seraient tous différents, nous sommes – et c'est à la fois effrayant et exaltant – tous soumis à la même menace et dans un certain sens, nous devons y répondre ensemble. C'est la question que nous aborderons avec nos invités que je remercie d'être présents.

Il s'agit de savoir, dans chacune de ces villes, dans chacun de ces territoires, comment l'urgence climatique fait jour, quelles sont les menaces qui pèsent sur les villes. Nous verrons ensuite quelles méthodes les uns et les autres ont trouvés pour y faire face et comment nous pourrions peut-être, les uns et les autres, en tirer des enseignements, en avoir un enseignement partagé.

Nous attendons deux invités qui ne sont pas encore là, une représentante du Comité d'aménagement urbain de Saint-Pétersbourg, et Andrés ORTIZ.

Je vais donc présenter les invités qui sont autour de moi. À ma gauche, Monsieur le Maire de Bilbao, Juan Maria ABURTO. Merci beaucoup d'être présent. Nous parlerons du fameux effet Bilbao et s'il peut encore servir à quelque chose dans le dérèglement climatique.

Rémi CAMBAU : A votre gauche, nous avons Monsieur le Ministre, Mohammed Nabil BENABDALLAH, chargé de l'Aménagement du territoire, de

l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville du Royaume du Maroc. Merci, Monsieur le Ministre d'être ici. J'ai dit tout à l'heure que vous allez porter un AGORA. La volonté du Roi fait qu'AGORA se décline dans votre pays l'année prochaine.

Merci également à Monsieur le Maire de Bamako, Amada SANGARÉ, d'être avec nous, et au délégué du Gouvernement du Cameroun pour la Communauté urbaine de Douala, le Docteur Fritz NTONE NTONE, merci beaucoup d'être avec nous également. Et merci à Alain JUPPÉ de nous assister de ses augures et de nous amener son regard sur Bordeaux et son avenir, dans le cadre de ce débat.

Philippe TRÉTIACK : Il faut que je présente également Monsieur RAMA RAO, qui est Ministre de l'Administration municipale, du Développement urbain et de l'Industrie du Gouvernement de Telangana, État récemment créé en Inde. Nous reviendrons peut-être dans un instant sur cette question précise.

Pour commencer la discussion, je voudrais m'adresser au maire de Bilbao. L'effet Bilbao a été une réussite mondiale. Dorénavant, lorsqu'un grand bâtiment spectaculaire d'architecture est construit, nous en attendons un développement économique, le sauvetage d'une région, etc.

Voilà certain temps que tout cela est passé. Aujourd'hui, est-ce que votre Ville, qui a été comme ça mise sous les feux de l'actualité dans tout ce qu'elle avait de meilleur, est adaptée pour résister justement au changement climatique ? Quels sont les problèmes qui sont les vôtres dans cette perspective du changement climatique ?

Juan Maria ABURTO : (*Intervention en espagnol*). L'effet Guggenheim a entraîné un changement considérable pour la Ville de Bilbao, qui était une ville industrielle. Nous sommes devenus une autre ville. Il fallait sortir de la situation antérieure. Nous avons un taux de chômage de 27 %, nous avons décidé de créer ce musée, ce qui a eu bien sûr beaucoup de conséquences et ce qui a entraîné les changements.

A Bilbao, nous avons un problème de pollution considérable à cause d'une industrie qui se trouvait pratiquement au centre de la ville et du fait également d'une pollution fluviale importante. Nous avons décidé que ce changement devait aussi toucher cet estuaire, qui était en fait un égout, pour en faire un endroit où on peut se promener, où il peut y avoir des épreuves sportives. Bilbao tournait le dos à son fleuve et regarde maintenant dans sa direction. C'est un des effets effectivement positifs.

En ce qui concerne le changement climatique, les villes ont un grand rôle à jouer puisqu'elles ont une part de responsabilité. Elles rassembleront 75% de la population à la fin du siècle. Elles produisent 75% des émissions de CO₂. Les villes

jouent un rôle de premier plan dans cette lutte contre le changement climatique et doivent s'engager pour un développement durable, que ce soit sur le plan économique, sur le plan social, etc.

A Bilbao, nous avons un risque concret : les inondations. En 1983, nous avons connu des inondations dramatiques, avec près de 40 morts et la ville a été dévastée par les eaux. La montée du niveau de la mer est une préoccupation extrêmement concrète pour nous. Nous prenons des mesures : nous allons ouvrir un canal sur cet estuaire, de manière à avoir une partie de la péninsule de Bilbao en île et ceci aura pour conséquence une baisse du niveau de l'eau de 80 centimètres environ. Cela nous permettra de réduire les risques d'inondations et le niveau des inondations de 30 % par rapport à ce qui a pu se produire il y a une centaine d'années, et de 50 % par rapport à ce qui a pu se produire il y a 500 ans. C'est un élément considérable que nous avons à prendre en compte.

Philippe TRÉTIACK : Si je peux me permettre de relancer un instant, votre risque principal à Bilbao est un problème d'inondation ?

Juan Maria ABURTO : (*Intervention en espagnol*).

Nous pourrions parler d'autres questions liées au changement climatique, le réchauffement, etc., mais la menace la plus concrète, ce sont les inondations. Notre fleuve, comme à Bordeaux, traverse la ville.

Philippe TRÉTIACK : Je crois que vient de nous rejoindre sur le plateau Monsieur Andrés ORTIZ. Nous sommes ravis de vous voir. Dans le cadre de l'année France-Colombie, il y a une exposition sur la ville de Bogota, où vous prenez acte d'être en 2038. Pourriez-vous nous expliquer les problèmes de la Ville de Bogota, les problèmes liés au climat, au changement climatique ?

Andrés ORTIZ : (*Intervention en espagnol*). Merci beaucoup pour votre invitation. Bogota a quelques particularités en ce qui concerne le changement climatique. Je dirais que la géographie chez nous est déterminante pour notre climat. Nous sommes à 2 600 mètres d'altitude, ce qui nous met dans une situation privilégiée au niveau du climat et des températures. Nous avons une température supérieure à 16 °C 250 jours par an.

Nous avons de l'eau potable qui arrive par gravité d'un lac qui est à 3 500 ou 4 000 mètres d'altitude, qui est l'une des réserves d'eau les plus importantes.

D'autre part, nous avons 9,5 millions d'habitants et des énergies qui sont basées sur l'hydroélectrique, une énergie relativement propre.

Alors, que sont les grands défis face au changement climatique pour Bogota ? C'est d'abord le développement de la ville. Nous avons un taux de

développement urbain qui s'est un peu ralenti, mais nous avons une croissance de 132 000 habitants par an et des foyers dont la taille diminue effectivement. Nous avons 3,2 habitants par foyer. Nous allons diminuer en 2038 à 2,3, ce qui veut dire qu'il va falloir construire 2,8 millions de logements, ce qui va pratiquement doubler le nombre des logements.

Le grand défi est : « grandir, oui, mais grandir où et grandir comment, en tenant compte aussi des problèmes de densité par exemple sur le transport ». Du fait de cette stabilité de température, nous n'avons pas de problème d'air conditionné ou de chauffage. Notre consommation énergétique est essentiellement liée à la circulation, qui représente 58 % de la consommation énergétique de la ville et l'architecture n'est pas nécessairement adaptée à ce flux de véhicules.

D'autre part, nous avons également un risque d'inondation puisque le débit de la rivière a été multiplié par deux. Nous avons un débit de 100 mètres cubes par seconde, nous sommes passés à 200 mètres cubes par seconde. Cela signifie que nous avons effectivement une réserve d'eau importante, mais le grand défi pour nous est de parvenir à la gérer, et ce de la manière la plus faible en termes énergétiques. Notre objectif est de diminuer essentiellement nos émissions de CO₂ qui sont très importantes et donc, de modifier le transport.

Philippe TRÉTIACK : J'en profite pour saluer l'arrivée sur ce plateau de Madame Larissa KANNOUNIKOVA, de Saint-Pétersbourg. Je vous passerai bientôt la parole, mais avant, je voulais poser une question à Monsieur Andrés ORTIZ. Dans de très nombreuses villes, le fait d'avoir développé l'architecture, d'avoir construit énormément de logements a élevé le niveau de la température et cela pose des problèmes.

Dans le cas de Bogota, c'est l'inverse. Vous me direz si je me trompe, mais je crois qu'on disait qu'autrefois que Bogota, c'était chocolat chaud et manteau. C'était une ville où il faisait très froid et évidemment, dans un certain sens, ça s'est plutôt amélioré pour vous.

Andrés ORTIZ : (*Intervention en espagnol*). C'est certain. Cela a changé et c'est pour cela que notre croissance doit être basée sur un équilibre fondamental, sur des zones de rénovation urbaine, mais en tenant compte de l'infrastructure existante, de l'espace existant et en créant éventuellement des espaces publics. Notre objectif est un développement équilibré, avec une expansion qui soit à la fois dense, mais aussi proche et surtout desservie par des transports publics. Nous considérons avoir 4,4 mètres carrés d'espace public par habitant. Notre objectif est de passer à des zones qui seront développées avec 14 mètres carrés d'espace par habitant.

Un autre axe d'effort est de lier l'espace public et les zones environnementales au sein de l'espace urbain. Actuellement, 99,5 % du territoire colombien sont des

zones agricoles. Nous pensons que ces zones protégées dans un espace urbain doivent permettre aux citoyens de les utiliser, d'en profiter et il faut par conséquent les intégrer dans cet espace urbain.

[Défaillance du micro pendant 4 minutes, ce qui a aussi coupé une intervention de Larissa Kannounikova].

Philippe TRÉTIACK : Merci beaucoup. Madame Larissa KANNOUNIKOVA, merci d'être ici avec nous. Je vous répète la question que nous avons exposée au début. Nous aimerions connaître pour chacune des villes ici présentes et représentées les menaces que fait peser sur vous le changement climatique et comment vous y faites face.

Larissa KANNOUNIKOVA : *(Intervention en russe)*. *[Défaillance du micro]* L'eau n'a désormais plus d'incidence sur la vie de notre Ville et c'est très important pour nous. Nous espérons que, dans l'avenir, tous ces problèmes seront réglés.

Philippe TRÉTIACK : Vous voulez dire que l'action principale menée contre les inondations a été d'installer un barrage pour réguler le cours du fleuve. N'y a-t-il pas eu d'autres mesures ? On parle de ville éponge. C'est une ville de canaux, donc je pense qu'il y a peut-être aussi une façon de drainer l'eau d'une autre manière.

Est-ce qu'il y a des initiatives plus locales pour lutter contre ces inondations ?

Larissa KANNOUNIKOVA : *(Intervention en russe)*. Cette question est réglée depuis longtemps. Les canalisations et le système d'assainissement sont dans un état parfait. Nous n'avons pas de problème là-dessus. Comme vous le savez, Saint-Pétersbourg a d'immenses espaces où il y a effectivement quelques problèmes écologiques. Mais dans le cadre du projet global d'urbanisme, tous ces problèmes peuvent être résolus. *[Défaillance du micro]* Donc, nous ne rencontrons pas ce type de problème.

Philippe TRÉTIACK : Vous parliez du fait que l'élévation de la température était plutôt une bonne chose à Saint-Pétersbourg. Votre pays a connu des incendies absolument terribles. Il y a aussi des problèmes maintenant avec des risques de sécheresse aussi.

Larissa KANNOUNIKOVA : *(Intervention en russe)*. Comme la ville de Saint-Pétersbourg est sur des marécages et que le climat est extrêmement humide, on a du mal à imaginer des sécheresses. *[Défaillance]*

Philippe TRÉTIACK : Tant mieux. Alors, ce n'est pas le cas de votre voisin, Monsieur RAMA RAO, je sais que votre État a souffert à la fois de sécheresses et de très graves inondations. Est-ce que vous pourriez nous expliquer, nous décrire un peu l'état de la situation climatique dans votre État ?

K.T. RAMA RAO : (*Intervention en hindi*). En ce qui concerne la sécheresse, nous avons un plan très agressif pour assurer nos réserves d'eau. On en a 45 000 réserves d'eau qui collectent l'eau pluviale et cela ne va pas directement à la mer. Le niveau de réserve d'eau est assez élevé.

Nous avons un projet avec ces 45 000 réserves d'eau et nous allons continuer d'investir. Nous avons un programme supplémentaire de limiter [*Défaillance*] et de 40 millions de plantes, pour que la région devienne de plus en plus verte et pour créer des forêts.

Pour ce qui est de la Ville d'Hyderabad, nous prenons plusieurs mesures sur le transport public pour réduire le taux de CO₂. Nous avons projet pour notre métro de 430 kilomètres. L'Inde a déjà dit qu'elle allait promouvoir les voitures électriques et nous y passerons dans 20 à 30 ans. Ce sont les mesures que nous prenons actuellement pour contrer le changement climatique et ses effets.

Philippe TRÉTIACK : On s'aperçoit, quand on écoute les interventions des uns et des autres, qu'il semblerait qu'il y ait quand même deux grands axes à chaque fois, qu'ils soient les reconquêtes des fleuves et leur maîtrise et le développement des transports. Nous avons l'impression que la question des flux est absolument cruciale.

Rémi CAMBAU : Je voudrais que nous continuions en effet, en interrogeant nos invités venus d'Afrique. Si on a souhaité vous interroger spécifiquement, c'est parce que l'Afrique est vraiment un continent exceptionnel dans une situation qui l'est tout autant. Nos confrères du journal Le Monde en ont fait une belle démonstration cet été avec 28 reportages dans 28 villes africaines et je vous y renvoie, c'est toujours accessible.

Pourquoi ? Elle a un potentiel économique exceptionnel. Les grands cabinets de conseil mondiaux le disent.

L'Afrique est exceptionnelle également parce qu'elle est engagée dans une dynamique qui se manifeste notamment par une croissance démographique qui dépasse en rapidité et en rythme celle qu'ont pu connaître tous les autres pays de la planète. La population urbaine va doubler d'ici 2035 pour arriver à un milliard d'habitants, alors qu'elle vient déjà de doubler dans les 20 années qui nous ont précédés. L'Afrique va connaître ce que nous avons connu, ce que d'autres pays ont connu, nous il y a longtemps, d'autres pays plus récemment. La population urbaine va être plus importante que la population rurale.

L'Afrique est exceptionnelle parce qu'elle subit, du point de vue climatique – alors, vous me direz ce que vous en pensez – un paradoxe. C'est le continent du monde qui a été le plus frappé par les intempéries en 2015, d'après le dernier

indice du risque climatique, communiqué pendant la COP22 à Marrakech. C'est aussi le continent qui contribue le moins aux gaz à effet de serre. C'est une série de situations qui font que je me tourne vers vous, Messieurs, peut-être vous d'abord, Monsieur le Ministre du Royaume chérifien, puisque vous êtes en charge de toutes ces questions d'aménagement du territoire, de l'urbanisme, de l'habitat et de la politique de la ville.

Tout d'abord, comment évaluez-vous les risques qui pèsent sur le pays ?

Mohammed Nabil BENABDALLAH : Écoutez, j'aimerais confirmer d'abord ce que vous dites par rapport aux défis qui se posent au continent africain. Il est bon d'avoir une représentation plurielle à ce niveau puisque les défis ne sont pas forcément les mêmes, lorsqu'on parle de l'Afrique du Nord, du Maroc en particulier, ou lorsqu'on parle du Cameroun ou du Mali ou d'autres pays africains. J'aimerais confirmer qu'effectivement nous sommes sur le continent par excellence de la croissance urbaine, de la future croissance économique, mais également des plus grands défis qui se posent en termes de risques aujourd'hui. C'est le continent de toutes les mutations.

Nous le vivons également pleinement au Maroc et les risques auxquels nous sommes confrontés sont des risques liés à une urbanisation rapide, très rapide même, puisque nous sommes à quelque chose comme 65 % de la population qui est urbaine aujourd'hui, voire même plus si on doit compter les périphéries des villes. Nous sommes pratiquement aux deux tiers de la population qui vit dans les villes et dans leurs périphéries. Nous allons probablement nous orienter, dans les 10 prochaines années, vers 75 % de cette population.

Nous sommes également un pays – je pense que vous le connaissez un peu – qui est très tourné vers le littoral. C'est une progression qui a été ce qu'elle est et qui fait que l'essentiel de nos villes sont situées d'abord sur l'Atlantique et partiellement sur la Méditerranée. Très peu de villes tournées vers l'intérieur accueillent des populations importantes. C'est également un défi important en matière d'armature urbaine, comment rééquilibrer tout cela.

Aujourd'hui, nous subissons également de plein fouet un certain nombre de changements qui s'opèrent à l'échelle mondiale puisque nous sommes touchés par des processus d'inondations et de plus en plus par des sécheresses. Bien qu'il ait correctement plu cette année par exemple, je peux vous dire que d'ici à fin septembre, certaines régions peuvent se retrouver en stress hydrique et certaines populations rurales peuvent se retrouver en difficulté par rapport à l'alimentation en eau potable. Nous devons faire des efforts énormes de ce point de vue.

Nous sommes également une zone sismique. Le Maroc est soumis à des tremblements de terre assez fréquents et avec la montée du niveau des eaux, nous pourrions également être victimes de tsunamis, à Dieu ne plaise !

En outre, reparlons d'Afrique pour dire que le Maroc est un pays qui aujourd'hui subit de plein fouet le processus migratoire. Nous ne sommes plus juste un pays de transit, nous devenons de plus en plus un pays d'accueil de ces populations et nous avons plusieurs centaines de milliers de nos frères africains qui viennent de différents pays, qui vivent aujourd'hui au Maroc et s'y installent. Ce sont de nouveaux défis qui sont posés, notamment à nos villes.

C'est pour cela qu'aujourd'hui, nos politiques publiques sont profondément impactées par ces différents défis. D'ailleurs, j'aimerais situer l'action du Maroc dans cette perspective dressée par Sa Majesté, à savoir de se tourner résolument vers l'Afrique. Nos solutions ne sont plus uniquement des solutions nationales, mais nous essayons aujourd'hui d'être champions en matière de coopération africaine, de coopération sud-sud et nous y allons frontalement, dans les différents domaines.

Rémi CAMBAU : Et massivement, si j'ai bien compris. Alors, nous en reparlerons si vous le voulez bien, de façon concrète, après avoir entendu les représentants d'Afrique subsaharienne nous parler de la façon dont ils sont confrontés à ces questions climatiques et puis vous reviendrez, Monsieur le Ministre, nous dire comment des coopérations peuvent se tisser dans le deuxième temps du débat.

Je ne sais pas si vous avez un micro, Monsieur Amada SANGARÉ. Alors, comment cette question se pose-t-elle chez vous ? Comment évaluez-vous donc l'impact de l'instabilité climatique sur ces nouveaux défis, au premier chef évidemment l'afflux de populations ?

Amada SANGARÉ : Je vous remercie. Je voudrais d'abord remercier le Maire de Bordeaux et l'ensemble de l'organisation parce qu'à chaque fois que l'on se retrouve à ces biennales, nous avons des idées nouvelles, nous avons des pensées nouvelles, qui vont dans le sens du confort de nos populations, parce que c'est aujourd'hui peut-être en Afrique Noire, comme le problème est devenu percutant, que l'on se rend compte que le réchauffement climatique devient une réalité.

Je pense qu'en 1973 déjà, il y a 40 ans, le Mali a connu les effets du réchauffement climatique. À ce niveau, n'oubliez pas que les deux fleuves du Mali sont au sud du Sahara. Donc le tiers qui est là, le désert est en train de gagner petit à petit et cela fait 40 ans que le Mali a déjà commencé à subir les effets.

Ce que Monsieur le Ministre est en train de dire, effectivement, je pense que le mot n'est pas fort, cette migration excessive, ce sont des migrants climatiques. En réalité, quand les pluies deviennent rares, nous n'arrivons pas à faire une habitude de subsistance. Naturellement, les campagnes se vident vers la ville. C'est peut-être maintenant qu'ils l'ont enfin senti. En Afrique Noire, en tout cas au Mali, nous l'avons senti depuis bien longtemps. Comme à Bamako, le chômage augmente, naturellement, les gens essayent d'aller vers d'autres pays de subsistance. Les pays qui sont les plus faciles à atteindre deviennent les premières terres d'accueil. C'est pour cette raison effectivement que le Maroc, en tout cas par rapport au Mali, subit de plein fouet la question.

Aujourd'hui, votre collègue effectivement a raison : comment faire la récupération en eau des fleuves, comment faire que la mobilité soit plus fluide, afin que le taux d'effet de serre ne se projette pas davantage et pollue l'atmosphère ? Bamako ne fait pas exception à la règle. La ville est divisée en deux, de gauche à droite, l'urbanisation n'a pas la même taille. Le centre-ville est concentré au niveau de la rive gauche ; au niveau de la rive droite, c'est une cité dortoir.

Du matin au soir, il y a un engorgement terrible. De 8 heures à 10 heures, c'est impossible de traverser le pont et généralement, les routes ne sont pas de très bonne qualité, ce qui fait qu'on a des véhicules 4x4 aux moteurs diesel qui fument beaucoup et polluent. Si nous parvenions à avoir des routes de bonne qualité, c'est évident qu'on aurait des petits véhicules, même si l'engorgement des routes n'est pas totalement maîtrisé, au moins, la pollution de l'atmosphère pourra être amoindrie.

J'étais, un peu plus tôt, en train d'échanger avec Monsieur le Ministre dans le cadre de la résorption des quais au niveau du fleuve, pour voir concrètement comment avoir beaucoup plus de facilités en faisant des quais comme ceux que nous sommes en train de visiter à Bordeaux afin que d'abord nous puissions draguer le fleuve, en réduire la largeur, et que nous puissions avoir une ville encore plus durable. Nous pourrions créer des emplois, créer des prestations pour les populations. La migration dont il parle pourra être réduite au niveau même de Bamako pour les jeunes qui viennent effectivement de la campagne. Ils pourront être formés, même s'ils ne sont pas allés à l'école, à des métiers de la ville. Ils peuvent rester et effectivement au fur et à mesure on résorbe. Les deux facteurs dont vous parlez sont très importants, pour gérer les inondations et pour maîtriser les incendies.

Rémi CAMBAU : Estimez-vous par ailleurs que ces facteurs d'instabilité que sont les facteurs climatiques, l'urbanisation galopante – vous nous décrivez une situation de congestion – peuvent être des facteurs d'instabilité politique et gêner aussi la conduite des affaires ?

Amada SANGARÉ : Non. Un taux de démographie non maîtrisé peut conduire à tout parce que partout où il y a un taux de démographie galopant, il y a une urbanisation qui s'étale, non maîtrisée. Le désordre et l'anarchie peuvent s'installer et à ce niveau, le désordre peut amener à tout.

Rémi CAMBAU : Oui. Je me tourne vers Monsieur le Délégué général de la Communauté urbaine de Douala. A Douala, vous allez nous le confirmer, la population a triplé depuis 1980. C'est un très grand port de la Centrafrique. C'est une place primordiale sur le plan du développement économique et en même temps, vous êtes, vous aussi, confrontés à ces facteurs d'instabilité dont on vient de parler. De quelle façon ?

Docteur Fritz NTONE NTONE : Merci de me permettre de m'acquitter d'un devoir, celui de transmettre un salut fraternel des populations de la ville de Douala aux populations de Bordeaux et de la Métropole. C'est la première fois que je reviens à Bordeaux après l'avènement de la formalisation du partenariat entre nos deux villes.

Douala est la capitale économique du Cameroun, c'est la plus peuplée, 3 millions d'habitants, à peu près 10 % de la population nationale et avec un taux entre 5 % et 6 % de croissance par an. En moyenne la ville doit héberger 100 000 à 120 000 nouvelles personnes par an. Ce phénomène est en train de s'amplifier.

Le premier déterminant, comme tout le monde l'a dit, c'est cette démographie galopante, c'est cette pression démographique. Sinon, les défis climatiques ont toujours été permanents dans la ville de Douala, de par sa nature même géoclimatique. En pleine zone équatoriale, la Ville, qui est à peu près au même niveau que la mer, a toujours connu une pluviométrie élevée et les problèmes d'inondation sont considérés comme le risque numéro un, qui accompagne donc cette démographie galopante. Pourquoi ? Parce que pour faire face aux inondations, nous avons des bassins de rétention, des zones marécageuses qui ont été prises d'assaut par les populations.

Nous sommes irrigués aussi par un fleuve, le Wouri, et la plupart de ces eaux devaient s'écouler vers le Wouri. Donc 80 % des exutoires ont été ainsi bouchés par des remblais des populations qui cherchent des lopins de terrains, ce qui ne fait qu'aggraver la situation.

C'est pour cela que par rapport à ces défis et par extension, de la protection de l'environnement puisque nous avons la chance que le fleuve soit peuplé d'une végétation particulière, la mangrove, qui améliore l'écosystème, il se fait que ces populations utilisent donc ce bois pour faire le chauffage, pour la nourriture et autre. Donc nous sommes dans un cercle vicieux qui étouffe la ville.

Pour réagir donc, nous avons plusieurs pistes. D'abord, par rapport à la maîtrise de l'environnement d'une manière générale et de sa protection, Douala a fini d'écrire en 2012 son Agenda 21. Pour ce qui est de la lutte contre les inondations, l'assainissement est notre première préoccupation. Il y a donc un vaste programme, aidé par la population française, de recalibrage et de bétonnage de plusieurs kilomètres linéaires de drains primaires, avec libération des exutoires pour limiter ces risques d'inondation.

À côté de l'assainissement, nous avons l'hygiène et la salubrité. Dans ce cas, les eaux stagnent. Il y a un grand risque de maladies hydriques, avec exacerbation de ce que nous avons comme maladies endémiques telles que le paludisme. Par notre action, combinée avec celle du Ministère de la Santé, on a réduit quand même le risque d'épidémie à grande échelle dans la ville de Douala.

La mobilité est aussi une des grandes préoccupations parce que la ville n'a pas beaucoup de capacités d'extension puisque nous sommes à peu près entourés par l'eau. La densification est aussi très importante, ce qui crée en permanence une occupation anarchique de tous les espaces, avec ses corollaires des zones urbaines et autres.

Pour ce qui est donc de la mobilité, nous nous sommes inscrits au concours « *Mobilise Your City* » et je suis heureux de révéler ici qu'avec l'appui de notre nouveau partenaire, Bordeaux, nous avons été parmi les rares villes qui ont été sélectionnées lors de la COP22 au Maroc, la ville de Douala et la ville de Yaoundé. Merci, Monsieur le Maire, Monsieur le Président, pour cet accompagnement. Le partenariat formel entre nos deux Villes ou nos deux Métropoles a aussi pour principal axe la mobilité.

En plus de cela, nous avons à peu près les mêmes configurations géoclimatiques ou bien géographiques, parce qu'on a un port fluvial. Les équipes de Douala et de Yaoundé sont en train de travailler pour nous aider à mieux utiliser le sol qui est aussi un facteur très important. La maîtrise de l'occupation du sol est compliquée aussi avec une politique foncière dont les magistrats municipaux ne maîtrisent pas toujours les contours, puisqu'il n'y a pas encore de décentralisation à notre niveau.

Les inondations sont le risque majeur. Vu que nous sommes dans une zone tropicale, le risque de maladie existe parce que si l'assainissement du milieu, l'hygiène, n'est pas pris en compte, nous avons des pollutions en tous genres si nous ne maîtrisons pas la fluidité, les eaux et les hommes.

Rémi CAMBAU : Oui. Nous allons revenir sur les enjeux bien entendu de prise en main, des réponses, des actions, des stratégies parce qu'il y a des collaborations. Vous venez d'évoquer celle qui se noue avec Bordeaux, mais il y en a d'autres qui se nouent.

Alain JUPPÉ, donc la situation de Bordeaux est un peu différente d'abord. Vous avez sans doute des choses à dire sur ce que vous venez d'entendre. Bordeaux n'est pas sur l'Équateur, ni au sud du Sahara ni à 1 600 mètres d'altitude. Il n'y a pas encore de canaux. Vous êtes peut-être plus proches de la situation de Bilbao. Néanmoins, la question se pose peut-être aussi à Bordeaux et comment ?

Alain JUPPÉ : Je voudrais tout d'abord remercier nos hôtes qui donnent à AGORA toute sa dimension internationale, avec la présence du continent indien, de l'Amérique latine, de l'Afrique subsaharienne, du Maghreb, de l'Europe. Merci à tous. Je voudrais aussi féliciter l'équipe d'AGORA et tout particulièrement Michèle LARUË-CHARLUS. Je ne sais pas si vous avez visité en détail tout ce qui est montré dans son Hangar 14. Si ce n'est pas encore le cas, je vous le conseille parce que c'est d'une exceptionnelle richesse.

Si vous me le permettez, je voudrais faire, avant de parler de Bordeaux, deux remarques plus générales, d'abord pour dire que j'adhère totalement à ce qui a été dit, notamment par le Ministre BENABDALLAH sur l'enjeu que représente le développement de l'Afrique, pour des tas de raisons et pour une raison démographique en particulier. Des chiffres ont été donnés, les dernières prévisions de l'ONU à échéance de 2100 tournent autour de 4 milliards et un pays comme le Nigéria devrait atteindre au milieu du siècle les 450 millions d'habitants. Alors que pendant ce temps, la population de l'Europe passera de 750 à 650.

Donc si nous ne sommes pas capables d'accompagner le développement de l'Afrique en investissant comme le fait le Maroc, comme le font d'autres massivement, notamment par nos PME ou nos grandes entreprises en Afrique, nous ne maîtriserons pas les flux migratoires. Ce n'est pas la peine de se raconter d'histoires. Même si on en avait l'intention, on ne ferait pas de mur sur la Méditerranée. C'est déjà difficile au Mexique, si j'ai bien compris. Donc c'est un enjeu tout à fait fondamental.

Deuxième remarque générale, vous avez dit que les gouvernements avaient pris conscience de la nécessité d'agir, c'est vrai, la COP21, la COP22, etc., tout ce qui suit, mais je voudrais insister sur le fait que cela se passe dans les villes. Nous sommes en première ligne. Pourquoi ? Parce que les deux principales sources d'émission de gaz à effet de serre sont les déplacements, les transports urbains et l'habitat, le logement. C'est à nous de prendre des initiatives dans ce domaine et pour que toutes nos villes développent des stratégies, des plans climat, des actions très coordonnées et j'ai écouté avec beaucoup d'attention ce qui a été dit.

Alors, j'en viens à Bordeaux. J'ai été frappé par quelque chose, c'est que le risque majeur dans les trois quarts de nos villes est le même qu'à Bordeaux : ce sont les

inondations. Bordeaux est une ville d'eau. Je le dis de manière un peu provocante. Quand on parle de Bordeaux, on pense au vin. Maintenant, il faut penser à l'eau. La Ville s'est installée sur deux affluents de la Garonne, le Peugue et la Devèze, sur des marais qui n'ont été asséchés que progressivement et aujourd'hui, nous sommes pris en sandwich entre l'eau qui vient des Pyrénées et l'eau qui vient de la mer. Si la montée des eaux continue à être ce qu'elle est, on nous prédit peut-être qu'à un mètre, nous n'existons plus. Le point culminant de Bordeaux doit à 110 mètres, le mont Judaïque. Nous sommes pris vraiment en sandwich et le risque inondation est un risque que nous avons à gérer très méthodiquement.

Alors, que faire ? Deux choses, rapidement. D'abord, nous sommes en train de mettre en œuvre un plan de prévention du risque inondation. En France, on adore les sigles, ça s'appelle un PPRI. On va investir plusieurs dizaines de millions d'euros pour faire des digues, pour rénover celles qui existent, pour aménager des espaces d'expansion des eaux, pour entretenir tous les ouvrages qui permettent l'écoulement des eaux, lorsqu'elle a pénétré sur certains espaces. Il faut savoir que 30 % des territoires de la Métropole de Bordeaux sont inondables.

La deuxième réponse, c'est que l'on construit autrement. On est en train de réinventer la construction sur pilotis. Dans un quartier comme Brazza, qui est de l'autre côté du pont CHABAN, nous allons développer des constructions avec parfois des parkings au rez-de-chaussée, en se disant que les voitures, on peut les enlever, ou carrément des constructions sur pilotis. Donc voilà sur ce premier risque qui est important.

Je voudrais évoquer un deuxième risque ou en tout cas, une deuxième adaptation, devant laquelle nous sommes dès aujourd'hui. C'est évidemment le réchauffement climatique et l'impact que cela a sur certaines de nos activités majeures, agricoles ou viticoles. Nos viticulteurs sont déjà en train d'anticiper les conséquences du réchauffement climatique, en changeant leurs méthodes culturales, d'abord en abandonnant les pesticides et les produits phytosanitaires – il y a encore du chemin à faire –, en réfléchissant à changer les cépages qui sont implantés sur le vignoble bordelais, en développant la biodynamie ou les cultures biologiques. Vous voyez, on est déjà dans ce secteur d'activité, qui est majeur pour notre département et même pour notre ville puisqu'il y a des vignobles sur le territoire de la Métropole. Haut-Brion est sur le territoire de Bordeaux Métropole et quelques autres. Il y a des changements majeurs dans ce domaine.

Voilà deux domaines dans lesquels nous avons déjà commencé à réagir et il y aurait beaucoup d'autres choses à dire sur l'habitat et sur la mobilité.

Rémi CAMBAU : Je peux prolonger sur le végétal peut-être parce qu'un représentant de la Chambre d'Agriculture et de Viticulture de Gironde hier parlait de ce début de conversion agricole. Mais en même temps, tous les intervenants de cette table ronde soulignaient l'importance du maintien et du développement des végétaux comme facteur de stockage du carbone.

Alain JUPPÉ : Bien sûr.

Rémi CAMBAU : Il y a du CO₂ dans l'air. Mais quand on stocke du carbone, on libère de l'oxygène et on stocke la petite part de carbone qui est dans le CO₂, qui est beaucoup plus légère.

Alain JUPPÉ : Deux éléments de réponse là-dessus, je suis tout à fait de cet avis. Premièrement, il faut savoir que 50 % du territoire de Bordeaux Métropole, qui n'est pas une ville immense – on est tout petit par rapport à certaines villes présentes ici, c'est 750 000 habitants –, est un territoire naturel. Ce sont des espaces inondables, c'est de la viticulture, c'est de l'agriculture, c'est de la forêt. Dans les documents d'urbanisme que nous avons adoptés, nous avons la ferme intention de préserver cet équilibre, 50 % nature, 50 % bâti. C'est le premier point sur cela.

Deuxièmement, nous essayons de développer la nature dans la Ville, de plus en plus l'agriculture urbaine. Vous avez, sur les quais de Bordeaux, là – en venant ici, vous l'avez vu – plusieurs centaines de pieds de tomates et on va essayer de développer tout ça.

Dernier exemple, vous parliez des puits de carbone. C'est très intéressant. S'est tenu à Bordeaux la semaine dernière un premier congrès international, convoqué par nos amis japonais, canadiens et québécois, et l'Institut Français du Bois et de l'Aménagement, sur la construction à ossature de bois de moyenne et grande altitude, si je puis dire. Pourquoi ? Parce que le bois stocke le carbone et donc, il a des qualités évidemment. D'abord, il est renouvelable. Dans les forêts qui sont proches de chez nous, il a cet effet de stockage du carbone. Nous avons dans le quartier près de la gare, qui est en train de se développer, les trois premières tours – à Bordeaux, une tour, ce n'est pas haut, ce n'est pas Abu Dhabi –, les trois premières tours à ossature bois, qui font une vingtaine d'étages chacune.

Rémi CAMBAU : Philippe, j'ai l'impression qu'au fil du débat, il se dégage, en tout cas dans cette première phase le fait que l'attitude que vous adoptez tous, Madame, Messieurs, vis-à-vis de l'urgence climatique, une réponse globale. Il y a eu bien entendu la réponse obligatoire et l'urgence quand il y a un risque inondation, peut-être même vis-à-vis des populations. On peut parler des actions qui sont faites pour prévenir les populations et les accompagner. Mais également, vous agissez tous, me semble-t-il, sur les causes, c'est-à-dire sur la consommation d'énergie qui va avoir tendance à devenir renouvelable et non

plus fossile. Et puis, vous avez souligné la question des flux et des mobilités, qui est un facteur d'aggravation. Monsieur SANGARÉ évoquait, à propos de Bamako, la pollution du diesel de mauvaise qualité, etc.

Philippe TRÉTIACK : Oui. Il y a une question que j'aimerais poser à Monsieur le Ministre du Maroc : quand vous évoquez la pression migratoire et vos travaux, avez-vous le sentiment d'être capable de gagner cette course ? Au jour le jour, la pression migratoire n'est-elle pas en train d'annuler sans cesse vos travaux de réflexion, d'aménagement urbain, de développement de l'espace, de végétal, etc. ? Et est-ce qu'il y a une possibilité de faire front encore ?

Mohammed Nabil BENABDALLAH : Vous savez, nous n'avons pas beaucoup le choix. On ne peut pas répondre à votre question en estimant que nous devons baisser les bras et regarder ce qui se passe sans réagir. Je crois qu'aujourd'hui, pour un continent comme l'Afrique, en particulier pour un pays qui se situe à mi-chemin en termes de développement comme le Maroc, il faut aussi ne pas oublier de gagner la bataille du développement et parfois, c'est une contradiction flagrante avec les enjeux liés à la préservation de l'environnement. Vous le savez. Nous sommes vraiment dans un casse-tête dont il est difficile de sortir.

N'oublions pas que lorsque Monsieur le Maire vous parle de Bamako, je reviens de Conakry où nous avons un projet dans le cadre de la coopération pour partiellement refaire la ville de Conakry, enfin essayer de lui donner les attributs d'une ville, avec une vraie voirie, de l'assainissement, de l'éclairage public, on est loin des projets de rénovation urbaine ou autres, on est vraiment dans un début de processus. La première bataille à gagner est celle du revenu, c'est celle de faire que les populations puissent être stables, puissent ensuite se loger décemment, puissent avoir accès à des services publics, si tant est que ces services publics existent, qu'il s'agisse de santé ou de services divers.

Pour ce qui nous concerne, je pense que nous avons réussi partiellement en tout cas à inverser la tendance. Souvent, nous sommes face à des situations où, bien sûr, il y a débat au Maroc, par exemple sur la question du logement. Nous avons construit quelque chose comme 500 000 logements sociaux en l'espace de 5 ou 6 ans, depuis que nous avons introduit notamment un système d'exonération fiscale en la matière.

Alors, bien sûr, on est accusé de créer de nouveaux ghettos, c'est un débat que vous connaissez dans un certain nombre de villes françaises, mais souvent, je réponds à ces gens-là en leur disant : « écoutez, c'est très simple, soit nous faisons cet effort et nous inversons la tendance, soit tout simplement, nous allons nous retrouver dans un certain nombre d'expériences qui existent notamment en Amérique latine ou ailleurs, en Asie, et là, ce sont des villes comme Casablanca ou autres, qui sont entourées par des dizaines de kilomètres

de bidonvilles et d'habitats insalubres ». Donc nous n'avons pas beaucoup le choix, surtout avec les moyens dont nous disposons.

Maintenant, le fait de faire cela pose de nouveaux défis, du point de vue justement climatique et du point de vue environnemental. C'est ce qui fait qu'aujourd'hui, nous faisons en sorte que nous puissions faire cela en introduisant de nouvelles normes, de nouveaux règlements généraux de construction, pour que les questions d'efficacité énergétique puissent être présentes, pour faire en sorte que nous puissions avoir des cartes d'aptitude à l'urbanisation. Aujourd'hui, c'est quelque chose qui existe un peu partout et nous travaillons beaucoup sur cela.

J'aimerais aussi rebondir sur les travaux de coopération que nous avons aujourd'hui avec l'Afrique et dans le cadre de la solidarité africaine, quand nous travaillons dans un certain nombre de pays africains, il y a beaucoup de défis à relever. Il y a d'abord le fait que la situation foncière de ces pays n'est pas celle que nous connaissons dans nos pays. On parlait d'urbanisme, il n'existe pas de plans d'urbanisme. C'est une vraie difficulté. Nous sommes dans la gestion de territoires qui ne correspondent à strictement rien. A partir de cela, lorsque vous intervenez, vous devez d'abord régler ces questions-là.

Voilà pourquoi je vous dis qu'au Maroc, nous sommes dans une situation intermédiaire parce que nous avons avancé de ce côté. Toute la question est de savoir comment accélérer le processus de croissance, régler autant que faire se peut les questions de répartition des richesses et ensuite, s'occuper également de toutes les questions inhérentes à l'environnement et à la préservation des critères liés à cela.

Philippe TRÉTIACK : Pour poursuivre sur ce que vous venez de dire, je voulais demander à Madame KANNOUNIKOVA, qui êtes d'un pays qui a connu une longue période de planification, puis depuis 20 ans, une extraordinaire libéralisation du foncier, du marché, si la situation juridique vous permet d'agir, d'avoir une vision globale du développement de la ville ? Avez-vous les outils utiles pour faire cela ? Saint-Pétersbourg peut-elle être considérée comme un exemple en Russie pour d'autres villes ?

Larissa KANNOUNIKOVA : (*Intervention en russe*). Je voudrais dire tout d'abord que sont en vigueur, dans toutes les villes de Russie, des lois, des normes législatives qui régulent, qui administrent les questions de l'urbanisme. En tout cas, la législation qui concerne le développement urbain des villes prévoit le développement du plan d'urbanisme jusqu'à l'année 2025. Toutes les questions concrètes dont on a parlé ici y sont décrites et définies. J'écoute certains de mes collègues et je compatis en quelque sorte parce que s'il n'y a pas d'emblée une planification très précise de toutes les questions concernant la vie de la ville, à long terme, il est impossible de parler du développement de la ville.

A Saint-Pétersbourg, il a été, à un moment donné, très important de régler les questions de transport. Nous avons déchargé le centre-ville en construisant des tunnels qui ont permis de préserver la zone protégée.

Pour nous, c'est aussi extrêmement important de contrôler le flux et de préserver l'aspect de la ville, tel qu'elle a été protégée. Nous avons à l'heure actuelle un scénario à grande échelle du développement de la ville, un scénario en quelque sorte conçu par Pierre le Grand. Toutes les idées de planification et de développement sont prises comme base et les développements de la ville et de la croissance sont fondés sur ces deux bases qui ont été conçues à l'époque.

Toutes les villes de Russie, par ailleurs, sont régies par une réglementation très stricte en ce qui concerne tous les travaux de génie. En tout cas, au moins dans la ville de Saint-Pétersbourg, tout ce qui concerne les territoires industriels, l'assainissement, sont sortis systématiquement selon un plan à l'extérieur du centre-ville. Je voudrais féliciter Monsieur le Maire de Bordeaux pour la réhabilitation des rives de la Garonne, qui ont été rendues à la ville. Nous sommes aussi en train de mettre en place les projets de ce type pour Saint-Pétersbourg.

La ville se développe selon un plan et un budget. Le développement de toute ville, dont Saint-Pétersbourg, est obligatoirement soumis à un développement et une croissance selon un plan bien établi. Il y a eu des cas où des investissements ont essayé de régler certains problèmes, en essayant de contourner cette réglementation, mais ils se sont vite rendu compte que c'était absolument impossible.

Philippe TRÉTIACK : Merci. Je voulais poser une question à Monsieur le Maire de Bilbao. Le monde entier est venu à Bilbao, voir ce que vous aviez fait. Tirez-vous vous-même, en retour, des enseignements de ce que vous entendez ici ? Visiblement, de nombreuses villes sont confrontées à la même question de la montée des eaux des fleuves, etc. Existe-il une coopération de villes réfléchissant ensemble sur la question de gestion des fleuves ? Participez-vous à ce genre de choses ?

Juan Maria ABURTO : (*Intervention en espagnol*). Je pense qu'en fait, il y a plusieurs clés de lecture de cette question. La question de la collaboration entre les villes est une question extrêmement importante et je dirais que ce que nous faisons justement ici, c'est de mettre en commun différents aspects qui touchent les différents domaines que nous représentons, les uns et les autres. Je pense que lorsque nous aurons terminé ce débat, ce forum, nous repartirons avec des idées nouvelles. L'un de mes objectifs, en venant ici, était justement de pouvoir souligner la coopération que nous avons déjà depuis de nombreuses années avec Bordeaux. Nous sommes deux villes qui ont des objectifs communs. Nous avons

connu aussi des évolutions similaires et face aux défis du futur, nous avons des risques aussi similaires.

Je pense que la coopération est très importante. La coopération peut être bilatérale, comme celle entre nos deux villes, mais peut être aussi une collaboration qui se réalise dans le cadre de projets entre différents pays européens. Par exemple, nous participons à deux projets de ce type actuellement et qui sont liés à la manière d'aborder les conséquences du changement climatique.

Nous participons au projet RESIN avec Paris, Manchester, et d'autres capitales européennes. Nous participons aussi au projet RAMSES avec d'autres villes du monde dont Saint-Pétersbourg et Bogota, il me semble. L'objectif est de partager les connaissances, les problèmes et voir comment nous pouvons ensemble faire face à ces conséquences du changement climatique. L'idée est d'en retirer de nouvelles idées pour 2018 également.

Je voudrais profiter aussi de cette opportunité pour revenir sur quelque chose qui a aussi été mentionné par différents intervenants : la question de la planification de l'aménagement. Je pense que c'est une des questions les plus importantes, prendre en compte la dimension du développement durable à court, à moyen et à long terme.

Planifier, organiser, aménager, c'est difficile parce que les changements sont très rapides, les variables sont multifactorielles et ce que nous pensions être la réalité dans les 5 ans à venir ne sera peut-être plus d'actualité et nous devons nous adapter. Je pense que la planification est un outil important.

À Bilbao, nous avons une certaine expérience. En 2009, nous avons créé un Bureau du Changement Climatique, qui va devenir maintenant un Bureau virtuel avec une triple fonction, dont celle de rechercher les outils qui nous permettront d'aborder le changement climatique. Nous allons travailler également sur la sensibilisation. Nous pouvons effectivement assumer un certain *leadership* institutionnel, mais je pense qu'il est essentiel d'intégrer les acteurs industriels, de l'enseignement pour que les enfants soient sensibilisés à cette question et se rendent compte que c'est un élément essentiel de préoccupation. Je pense que ceci devrait nous permettre d'avancer dans nos solutions.

Il est important de travailler dans le domaine du développement des énergies renouvelables, en touchant différents aspects qui sont essentiels : la mobilité, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, le traitement des eaux et la gestion des eaux. Nous avons, dans nos environnements urbains, la possibilité d'identifier les risques qui peuvent se poser comme celui du réchauffement. Avec Monsieur JUPPÉ, quand nous visitons l'exposition, il a été dit qu'il fallait un petit

peu plus de vert et un petit peu moins de gris. Je pense que cela fait partie aussi ici des questions à considérer.

Les biodiversités sont très importantes dans les villes. Nous voulons mettre en place des voies de circulation, qui permettent aux habitants d'accéder à ces espaces verts le plus facilement possible. Enfin, il ne faut pas oublier ce problème de risque d'inondations et cette gestion des eaux, qui doit être améliorée.

Donc cette notion de développement durable inclut bien sûr l'utilisation des véhicules électriques, le développement de la bicyclette. À Bilbao, 95 % de la population a un arrêt d'autobus à moins de 300 mètres de son logement.

Philippe TRÉTIACK : On voit à quel point, vous écoutant, la question climatique est une question évidemment globale. À menace globale, réponse globale parce que vous parliez également d'éducation. Nous voyons bien là que le sujet est d'une vastitude immense.

Je voulais poser une question justement à Monsieur RAMA RAO qui vient d'Inde, parce que l'exposé que vous avez fait est un peu l'inverse de celui de tous les autres. Vous êtes menacés par la sécheresse alors qu'en Afrique, les questions sont doubles, et inondations et sécheresse. L'expérience que vous menez est-elle suivie par d'autres États en Inde ? Est-elle une expérience pilote ? Est-elle soutenue par l'État central ? Pouvez-vous nous en parler un peu plus ?

K.T. RAMA RAO : (*Intervention en anglais*). L'Inde est presque comme un continent en réalité. Dans ma précédente intervention, je ne parlais que de l'Etat du Telangana. Nous avons plusieurs villes côtières et les villes côtières évidemment sont menacées par le changement climatique de manière différente. Le Gouvernement central, le Gouvernement indien s'engage dans une démarche pour aborder et régler ces questions liées au changement climatique. Notre Premier ministre a fait preuve d'un engagement très important quant à ces questions-là. Nous avons signé à Paris et nous allons évidemment mettre en place ces politiques au niveau national et aussi dans les politiques des différents États et des différentes villes en Inde.

Je pense, afin d'évoluer un peu et d'évoquer autre chose dans ce débat, que c'est vraiment une question mondiale. Je me demande ce que les villes feront si TRUMP revient sur l'Accord de Paris. Je voudrais vous demander, Monsieur Alain JUPPÉ, un grand *leader* comme vous, un homme politique respecté comme vous, comment peut-on répondre au niveau des villes à ce genre d'attitude ? Comment les villes peuvent-elles aborder cette question-là ? Parce qu'il y a eu un Accord à Paris et maintenant, certains ne veulent plus le respecter. Comment peut-on faire quand certains ne veulent plus respecter un accord ? Si les États-Unis reviennent sur leur engagement, comment les villes peuvent-elles réagir ?

Alain JUPPÉ : Je ne sais pas ce que sera *in fine* l'attitude du Gouvernement américain, parce que sur l'Accord de Paris, les déclarations sont souvent contradictoires et on voit bien que pour les États-Unis, s'en retirer purement et simplement sera très compliqué. Il faut aller de l'avant. Quand je dis que nos villes avaient un rôle majeur à jouer, c'est ce qui se passe aux États-Unis, où le Gouvernement fédéral prend la position que l'on vient d'évoquer, mais la Californie fonce, mais les réseaux de ville foncent, les entreprises foncent, etc. Ne nous laissons pas paralyser parfois par les gouvernements qui traînent des pieds. Il faut pousser nos initiatives.

Ce qui m'amène à rebondir sur une de vos questions. Vous disiez : est-ce que les villes travaillent ensemble ? Oui. D'abord, nous avons cette coopération bilatérale dans beaucoup de domaines, dans le domaine de l'urbanisme ou dans le domaine des transports. Je prends l'exemple de Casablanca. Nous avons fait part de notre expérience à Casablanca sur le tramway, si bien qu'aujourd'hui, il y a une rame de tramway de Bordeaux qui s'appelle Casablanca et il y a une rame du tramway de Casablanca qui s'appelle Bordeaux. Nous continuons cette coopération.

Beaucoup d'associations de villes travaillent ensemble. Je pense à l'AIMF pour les villes francophones, qui a un fonds là aussi d'investissements et d'équipements. Monsieur BLOOMBERG a créé aussi une association de grandes villes du monde. Madame HIDALGO a organisé des sommets des villes. À la COP21, avant la réunion des chefs d'État et de gouvernements, il y avait un Sommet des Villes. Les villes se tiennent par la main et sont très engagées. Je pense que c'est un élément d'efficacité.

J'étais récemment à Venise, pas simplement pour aller voir la Regata Storica, mais le Maire de Venise avait invité une dizaine de villes du monde autour de la mobilité. Nous avons travaillé pendant une journée pour échanger nos expériences.

Rémi CAMBAU : Les villes sont au premier plan.

Mohammed Nabil BENABDALLAH : Je pense qu'il est évident qu'aujourd'hui, il y a des engagements qui sont pris à l'échelle internationale. Il s'agit d'abord de les tenir parce que nous sommes dans une situation extrêmement délicate et si on se met à traîner des pieds face aux grands défis qui se posent, je crois qu'on s'expose tous à des conséquences qui ne seront absolument plus maîtrisables. Nos pays, les vôtres aussi, l'Occident, l'hémisphère nord est exposé, mais sachez que les catastrophes qui peuvent être générées par le non-respect de ces accords, pour les pays du Sud, pour un continent comme l'Afrique, pour un certain nombre de pays en Asie, c'est absolument inouï aujourd'hui et, il s'agit réellement d'agir.

Dans tous les cas de figure, les conséquences, vous allez les voir. Alain JUPPÉ disait tout à l'heure qu'on ne pourra pas construire de mur, cela ne se fait pas, c'est impossible. Ce n'est pas la Méditerranée qui va arrêter le passage. Ce sont les grands équilibres mondiaux qui sont en jeu. Nous ne pourrons pas nous en sortir en ne pensant qu'à son propre environnement. Les solutions sont globales aujourd'hui.

Rémi CAMBAU : Quelles seraient les solutions pour l'Afrique? Qu'attendent les responsables africains d'une coopération éventuelle ? La Maroc, Monsieur le Ministre vous l'avez dit, propose d'aider les pays du continent.

Mohammed Nabil BENABDALLAH : Nous sommes tout simplement dans une vraie démarche de codéveloppement. Nous essayons d'apporter les solutions que nous avons mises en œuvre, qui ne sont pas les meilleures, mais en tout cas, cela permet d'améliorer l'existant. Lorsque nous travaillons par exemple dans une Ville comme Conakry, je peux vous dire que cela est extrêmement difficile, mais nous le faisons parce que nous essayons d'apporter un peu d'ordre urbain, d'apporter un mieux en termes de qualité de vie pour ces populations et de créer les conditions d'un vrai développement pour les populations concernées.

Lorsque nos entreprises essayent de créer du logement social dans les mêmes conditions que ce que nous faisons au Maroc et au même prix, pour que ce soit accessible aux populations concernées, là aussi, ce sont des solutions qui sont adaptées au continent africain.

Lorsque nous apportons notre contribution en matière d'aménagement du territoire, de mise en place de plans d'urbanisme, d'accompagnement en savoir-faire, lorsque nous accueillons un certain nombre de compétences africaines pour essayer de les mettre à niveau par rapport au suivi de ces défis, c'est l'apport concret qui est le nôtre aujourd'hui parce que nous savons de toute manière que nous y sommes condamnés, d'abord par devoir de solidarité, mais également parce que nous allons subir les conséquences de tout cela et il s'agit d'être réaliste en politique.

Nous sommes clairement conscients aujourd'hui que l'avenir du Maroc est en Afrique.

Rémi CAMBAU : Qu'en pensez-vous, Monsieur le Maire de Bamako, Monsieur le Délégué général de Douala ? Qu'attendez-vous de ce que peut vous amener cette coopération entre pays ou entre sociétés plus largement ?

Amada SANGARÉ : Cette coopération a déjà beaucoup apporté dans nos villes et dans nos pays. Mais je ne pense pas que la solution soit éternelle, que la solution dans nos pays et dans nos villes reste aussi seulement sur le plan de la

coopération. En tant que politiques, en tant que responsables, en tant qu'autorité, nous avons aussi des devoirs.

Je reprends l'exemple que mon collègue de Douala a énoncé concernant l'évacuation des canalisations, des eaux linéaires : souvent, ce sont des eaux linéaires de canalisations qui sont transformées en dépôts de transit, d'ordures. Les gens sortent et mettent des déchets dans les canalisations, ils les bouchent. C'est une situation de sensibilisation, de pédagogie, d'éducation de la population. Ce n'est pas du domaine de la coopération. Il faut nécessairement qu'à notre niveau, nous essayons de les sensibiliser, d'éduquer et au besoin, de voir dans quelle mesure, à la limite de la sensibilisation, la sanction peut commencer.

Maintenant, dans le cadre de la coopération, l'exemple est : pourquoi suis-je là? C'est dans le cadre d'une coopération. Nous venons. Alain JUPPÉ est le Maire de Bordeaux, il n'a pas été que le Maire de Bordeaux. Il a une expérience internationale. On fait le tour et là, on voit plein de maquettes des villes innovantes. Nous venons d'installer la coopération entre Bamako et Bordeaux, la coopération entre Bordeaux et Ouagadougou, une ville frontalière, deux pays frontaliers, le Burkina et le Mali, fait qu'aujourd'hui, nous faisons beaucoup de choses entre Ouagadougou et Bamako dans le cadre de l'assainissement.

Quand ces liens sont tissés, nous devons nécessairement au plan local essayer de voir comment mutualiser, faire en sorte que cette coopération soit au mieux exploitée.

Au-delà de cela, le problème aujourd'hui est international. Maintenant, sa question est réelle. Nous devons nous demander ce qu'il y a lieu de faire sur le plan de la diplomatie internationale. Ce sont des questions réelles que des forums comme l'AGORA – cette année, nous sommes là, en mars 2018, nous serons au Maroc – puissent permettre d'autres réflexions.

Beaucoup de questions ont été posées ici. Beaucoup de réponses ont été données. Des expériences ont été partagées. Cela pourra donner d'autres idées, de nouvelles façons de faire d'ici mars 2018, afin que nous puissions penser et trouver des solutions pour le monde entier.

Rémi CAMBAU : Monsieur NTONE NTONE, comment voyez-vous les choses, les solutions pour l'Afrique ?

Docteur Fritz NTONE NTONE : Si nous regardons d'abord au niveau international, j'ai l'impression que la problématique du changement climatique est une problématique un peu mystérieuse. Moins on y croit, plus elle donne ses preuves. Vous avez vu ce qui s'est passé aux États-Unis. Donc il n'y a plus de

place pour le scepticisme. Tous ceux qui sont sceptiques seront frappés par des catastrophes naturelles, pour leur montrer qu'en fait, c'est un problème réel.

C'est pour cela qu'à ce niveau supra, il faut que nous, les villes, veillions au respect des engagements. Nos pays ont ratifié les Accords de Paris et il y a un certain nombre de retombées, en particulier en direction des pays africains, en particulier en direction de ceux-là mêmes qui, pour le moment, peuvent être considérés comme des poumons qui oxygènent encore. Je parle du cas par exemple de l'Afrique centrale avec les forêts qui existent.

Nous devons donc y veiller, faire des plaidoyers auprès de nos États, pour que nos États aussi, comme l'a fait mon Président à l'ONU, rappellent ces engagements au niveau international.

L'autre niveau est celui de la coopération. Nous y sommes et je pense que les villes sont accompagnées de manière multiforme et que cette solidarité est à encourager. Plus particulièrement pour la ville de Douala, les grands projets qui sont en train de se dérouler dans le sens de l'amélioration de l'environnement, d'instaurer le développement durable grâce à la coopération. Avec la France, à travers l'AFD, nous menons de grands projets d'assainissement, qui représentent 9 milliards de francs CFA. Avec le Fonds Français pour l'Environnement, le FFEM, c'est une expérience pilote à Douala, dénommée « Douala, ville durable », un quartier assez marécageux, peuplé va être transformé. C'est pratiquement 5 milliards de francs CFA.

Je l'ai dit tout à l'heure, tout va converger vers cette thématique parce que c'est elle qui est vendable maintenant. Vous ne pouvez pas parler de transports sans déboucher vers les défis climatiques. Je crois aussi qu'*in fine*, par rapport à nos villes, il faut améliorer la gouvernance urbaine, métropolitaine, parce que ce sont des notions assez complexes, complètes, inclusives, qui voudraient que les villes maîtrisent tous les aspects.

Dans le cadre de l'Association Internationale des Maires Francophones et dans bien d'autres cadres, nous sommes en train de faire la promotion du vivre ensemble. Le vivre ensemble sera un outil très bénéfique pour nous, pour réguler le comportement au quotidien entre les populations, parce qu'elles génèrent la plupart des dégâts au niveau de l'environnement.

L'AIMF nous accompagne pour améliorer la gestion même de nos institutions. On ne peut pas parler de climat dans une ville où, au niveau institutionnel, il y a des faiblesses. Je sais aussi que la ville de Douala, dans le cadre de cette solidarité, fait valoir aussi ses expériences.

Ma conviction est que nous ne pouvons pas nous en sortir seul. Cette solidarité entre villes doit exister. En Afrique, nous travaillons avec la ville de

Ouagadougou. C'est une parenthèse pour dire qu'on nous a demandé pourquoi une ville de l'eau va aller vers une ville de désert. Nous y avons appris beaucoup de choses, notamment la gestion des déchets, les précollectes et bien d'autres choses. L'approche doit être celle de la solidarité.

Philippe TRÉTIACK : Monsieur le Ministre du Maroc, vous parliez de la coopération avec la Guinée-Conakry. Nous savons que le Président de Guinée-Conakry, Alpha CONDÉ, envisage peut-être de se représenter aux élections, contrairement à sa constitution, pour une troisième fois. Ce n'est pas le seul en Afrique et si j'évoque cette question, c'est pour évoquer ceci : les politiques à grande échelle peuvent nécessiter parfois des pouvoirs forts. Il est vrai que quand on veut faire des réseaux de transports, il faut chasser beaucoup de monde, il faut prendre des terrains, etc.

La question que je me pose est la suivante : l'urgence climatique est-elle une nécessité démocratique ou peut-elle au contraire pousser les pouvoirs à avoir des politiques dures ? A ce sujet, je voudrais poser une question à Monsieur Andrés ORTIZ : il semblerait que le développement actuel de Bogota soit aussi la conséquence de la paix retrouvée dans votre pays. Y a-t-il un lien pour vous entre la possibilité de s'affronter à cette question climatique et la question démocratique ?

Andrés ORTIZ : (*Intervention en espagnol*). Il y a un lien et c'est pour cela qu'il est très important que le sujet climatique ne soit pas traité au niveau local, mais national et international. En fait, au niveau local, Bogota a des taux de croissance assez raisonnables, de 1,2 % à peu près annuels, ce qui représente 132 000 habitants par an en plus. Il y a des gens à Bogota qui disent : « non, mais Bogota ne devrait pas croître plus ». C'est une réponse qui vient du Gouvernement national que Bogota, car si Bogota aujourd'hui, avec 15 % de la population totale, a 31 % du PIB brut, elle continuera à avoir un pouvoir d'attraction très fort par rapport aux autres villes du pays. C'est depuis le Gouvernement national que l'on obtient un équilibre d'attraction des populations, dans tous les pays.

Au niveau international, c'est la même chose. [*Défaillance du micro*] Les pays du Nord comme du Sud doivent comprendre que la durabilité est intégrale : elle est environnementale, économique et sociale. Sinon, nous n'aurons pas de succès en la matière.

Je crois que la démocratie et la politique sont fondamentales afin que ces politiques contre les effets du changement climatique soient effectives, aussi bien au niveau local, national qu'international.

Je voulais rappeler d'autres points importants. Nous avons parlé de protéger, de prendre soin, mais nous ne pouvons pas laisser de côté les sujets de la diminution de la consommation. Je crois que c'est un élément fondamental et

l'un des objectifs de Bogota est d'être un modèle en consommation d'énergie *per capita*.

Nous avons eu des résultats importants dans les consommations d'eau par exemple. Nous consommions 20 mètres cubes d'eau par logement, mais aujourd'hui, on arrive à 11 mètres cubes par logement. Cela nécessite de la technologie, des appareils domestiques, pour pouvoir baisser cette consommation et de développer l'éducation. Nous devons éduquer les nouvelles générations de plus en plus et travailler aussi en matière de consommation, développer un équilibre dans le développement durable. Au niveau national, il faut que nous ayons un meilleur équilibre entre le pouvoir gravitationnel de ces villes.

Avec la paix, je pense que la migration vers Bogota va diminuer dans le futur, mais pas dans les proportions que nous voudrions parce qu'il y a toujours cette grande attraction pour des opportunités de travail que génère le PIB le plus important du pays.

Rémi CAMBAU : Alors, Madame Messieurs, je voudrais poser une dernière question pour terminer ce mini-sommet, qui nous ramène au thème d'AGORA : il s'agit de la question des impacts sur le paysage, notre paysage quotidien. Avez-vous le sentiment que la prise en compte de tous les enjeux dont nous avons parlé, qui sont très différents, en termes de pression démographique, entre autres, conduiront à changer de paysage?

J'ai dit en commençant qu'il fallait changer notre regard sur l'Afrique. Ne serons-nous pas surpris dans quelques années en allant dans vos villes ? Je pense au Maroc, qui construit à Zenata une ville modèle écologique et durable. Elle ne ressemble en rien à Fès ou à la Médina de Rabat. Alors, allons-nous vers une ville avec un nouveau visage?

Mohammed Nabil BENABDALLAH : Je vais peut-être commencer. Oui, c'est vrai qu'il y a cet effort. Il y a une question qui m'a énormément interpellée. Avant de passer à cela, j'aimerais très rapidement vous dire qu'il y a un très grand défi par rapport aux États africains, un certain nombre d'États du sud, peut-être même certains du nord aujourd'hui. Il n'y a pas de construction, il n'y a pas de développement sans démocratie. Poser la question comme si on avait le choix entre cela et cela, je crois que ce n'est pas une bonne question.

C'est certain que nous avons besoin d'États forts. Mais les États seront forts par leur caractère démocratique, par les institutions que nous pouvons construire dans ces États et par l'amélioration de la gouvernance. L'amélioration de la gouvernance tient de la capacité de mobiliser des populations, de les voir s'intégrer aux programmes qui leur sont offerts. Il faut que ces populations puissent adhérer à ces programmes, il faut pour cela qu'elles soient intégrées

dans des structures de société civile qui s'y emploient également. Il faut travailler dans ce sens. Ce n'est pas dans un autre sens que l'on pourra travailler.

Au Maroc, il y a un certain nombre de villes nouvelles. Il n'y a pas que Zenata. Zenata essaie de se faire péniblement, difficilement, mais il y a, dans le pourtour de Rabat également, une ville qui s'appelle Tamesna et au sud de Casablanca, Lakhaita, du côté de Marrakech, Tamansourt, l'OCP s'essaie à cela également, à Benguerir, l'un des lieux où il y a des gisements de phosphates, également à côté d'El Jadida. Dans toutes ces villes nouvelles, nous essayons d'introduire de nouvelles normes, liées à l'environnement, au développement durable, à l'efficacité énergétique. Cela va doucement, ce n'est pas facile.

Les surcoûts induits par cela sont une grande question. Lorsque vous vous adressez à des populations qui sont en situation de difficulté, lorsque vous devez reloger dans l'urgence un certain nombre de populations qui souffrent dans les médinas anciennes notamment, que ces populations sont menacées dans leur existence, que vous leur proposez un logement et que vous devez leur dire de participer à ce logement et qu'ils n'ont pas de revenus, vous savez, vous n'avez parfois pas beaucoup de temps pour penser aux questions inhérentes au changement climatique ou autres.

Mais nous essayons de le faire aujourd'hui, de plus en plus. Lorsque nous faisons des programmes de politique de la ville, lorsque nous apportons des fonds pour des aménagements urbains ou autres, il y a une sorte de prime à chaque fois que des dispositions sont prises, pour intégrer tout ce qui est aux normes internationales en matière d'éclairage public ou au niveau des autres aménagements. Nous essayons d'inciter. C'est essentiellement une politique d'incitation pour faire en sorte que les paysages puissent évoluer rapidement et que l'on puisse se mettre au goût du jour.

Docteur Fritz NTONE NTONE : Merci. J'en profite pour faire un petit mot de fin très rapidement.

Rémi CAMBAU : Oui, oui, je vous en prie.

Docteur Fritz NTONE NTONE : Nous partons d'ici, étant convaincus que la démographie est un élément central. Nous sommes convaincus que nous gérons des espaces qui ne sont pas dilatables, mais la population est dilatable, et qu'il n'y a pas de corrélation directe entre l'occupation du sol, les habitudes et le changement climatique. Nous ne rapportons pas forcément notre comportement quotidien aux éléments de changement climatique. C'est pour cela que ces notions, qui sont interdépendantes et complexes, doivent être vues dans leur globalité, penser une ville avec tous ses aspects.

La ville de Douala, depuis 2015, a un nouveau plan directeur d'urbanisme et les plans d'occupation de sol. Le tout n'est pas d'avoir un plan : il faut le mettre en œuvre. C'est pour cela que toutes ces ingénieries en architecture, en paysagisme nous accompagneront pour mieux organiser cette ville. Si ma préoccupation est d'avoir mes 200 mètres carrés pour construire et si je ne les trouve pas, il faut qu'on me dise qu'il y a un taux d'occupation, parce qu'on doit mettre la verdure. Il existe plusieurs apports qui vont nous amener à façonner, chacun de son côté, la ville, en tenant compte de tous ces éléments.

J'ai beaucoup appris en visitant les ateliers et le Hangar. J'ai compris qu'il faut toutes ces expertises-là pour offrir à nos populations une ville complète, qui tienne compte de tous ces aspects.

Rémi CAMBAU : Pensez-vous que nous verrons un Douala différent dans 20 ans, 25 ans?

Docteur Fritz NTONE NTONE : À l'horizon 2025, oui. Après ça, nous verrons.

Rémi CAMBAU : Très bien. Le rendez-vous est pris. Moi, j'y serais. Monsieur le Maire de Bamako, Amada SANGARÉ ?

Amada SANGARÉ : Obligatoirement, dans 10 ou 15 ans, vous aurez des villes différentes partout. En revanche, la question que vous aviez posée quant aux chefs d'État qui veulent se maintenir au pouvoir n'a rien à voir avec le changement climatique. Le changement climatique et les problèmes climatiques sont des problèmes politiques, je suis parfaitement d'accord. C'est une politique environnementale, une politique de gestion, mais qui n'a rien à voir avec le fait qu'un chef d'État puisse demeurer au pouvoir.

Je pense que le problème environnemental, les problèmes climatiques aujourd'hui, sont d'ossature internationale, éminemment politiques. Aujourd'hui, c'est plutôt de la responsabilité des villes parce que l'environnement, c'est la ville, ce sont les hommes, ce sont les femmes, ce sont les élus qui travaillent effectivement avec la population locale, qui doivent agir sur l'environnement.

Maintenant, la question principale est de savoir comment accroître les pouvoirs des autorités locales pour agir davantage sur les politiques climatiques. C'est là que je voulais arriver.

Rémi CAMBAU : Oui, sur le rôle des pouvoirs locaux. Monsieur le maire de Bilbao, sur ces deux questions ?

Juan Maria ABURTO : (*Intervention en espagnol*). C'est le sujet auquel nous pensons tous. Comment seront nos villes dans quelques années ? Un desideratum serait basé sur le compromis que nous devons avoir et cheminer

vers ce compromis : une ville consolidée, une ville construite, une ville équilibrée entre le centre et la périphérie, le centre et les banlieues. Une ville où la réhabilitation a été le protagoniste, où nous avons été capables de maintenir notre patrimoine culturel et historique, où nous avons incorporé de nouveaux matériaux, de nouvelles technologies qui réduisent la consommation d'énergie, d'eau, où l'efficacité énergétique est protagoniste. Une ville aimable à vivre, à travailler, une ville à visiter, avec un transport public qui ne soit ni polluant, ni invasif et où le véhicule électrique, le vélo et les rues piétonnes sont développées, avec des espaces de rencontre, de sociabilité. Une ville où ce fleuve que nous pouvons voir ici, à Bordeaux, soit l'authentique axe transversal.

A Bilbao, nous avons investi 130 millions d'euros dans le Guggenheim et plus de 8 milliards d'euros dans la réhabilitation de notre fleuve. Et je veux que ce fleuve soit propre, un lieu de loisirs, que les plages urbaines soient aussi des protagonistes du futur Bilbao, un anneau vert où l'on puisse se promener, être aussi rapidement dans le centre-ville que dans une zone verte. Il faut que le vert soit le protagoniste de notre ville de telle sorte que la durabilité environnementale ne soit pas une obligation, sinon un avantage compétitif, une opportunité, que ce soit quelque chose consubstantiel à nous-mêmes.

Je terminerai en disant que je voudrais que Bilbao soit connue pour un projet sur lequel nous travaillons et que Bilbao soit une ville de valeurs, où tous les citoyens puissent énoncer les valeurs de la ville et que l'une d'elles soit la durabilité environnementale.

Rémi CAMBAU : Madame KANNOUNIKOVA.

Larissa KANNOUNIKOVA : (*Intervention en russe*). En ayant écouté toutes les propositions qui ont été émises par mes collègues, je voudrais dire qu'en Russie, il y a un programme pour la création d'un climat environnemental et urbain agréable. Je suis en charge d'un centre qui s'occupe de cette politique et toutes les villes doivent élaborer une politique pareille, qui bénéficie des dotations du budget municipal, ainsi que du budget fédéral.

Nous avons déjà un programme que nous allons soumettre au Gouvernement russe la semaine prochaine, dans lequel toutes les unités de la ville sont prises en compte, des petites cours aux grands espaces urbains. Nous aspirons à impliquer le public, les habitants des villes, à l'élaboration et à la mise au point de ce projet. Nous avons cueilli comme ça plusieurs idées, qui ont émané de la population, que nous avons intégrées dans notre projet.

Il faut repenser certaines fonctions du centre historique de la Ville, tout en conservant l'aspect patrimonial, et en rendant cette Ville au public. C'était très important. Les initiatives de Saint-Pétersbourg prospèrent dans les autres villes de Russie.

Rémi CAMBAU : Alain JUPPÉ, sur ces questions : le Bordeaux dans 25 ans ?

Alain JUPPÉ : Je voudrais d'abord revenir d'un mot sur ce que nous avons dit sur l'Afrique parce que cela me tient beaucoup à cœur et il y a ici plusieurs maires africains, subsahariens ou nord-africains. Le Ministre marocain a dit que l'avenir du Maroc était en Afrique. Je dis souvent que la France et l'Afrique, l'Europe et l'Afrique ont un destin lié et pour moi, c'est une priorité absolue. C'est une affaire d'aide bien entendu, de coopération et je pense aussi qu'il faut aborder cela en termes de partenariat sur un pied d'égalité.

Je prends deux petits exemples de ce que nous faisons à Bordeaux de ce point de vue. Nous organisons régulièrement une rencontre qui s'appelle « Bonnes Nouvelles d'Afrique » qui consiste à mettre en contact des patrons de PME françaises et africaines, pour que sur un pied d'égalité, ils envisagent des coopérations en matière d'investissement.

L'Institut d'Études Politiques de Bordeaux vient de créer un programme qui s'appelle BALAFON, par lequel il accueille ici des jeunes Africains pour leur permettre de participer pleinement à la formation qui est dispensée par cet institut. Je ne m'attarde pas sur cette question, mais pour moi, elle est tout à fait primordiale.

Pour conclure, je voudrais en revenir à ce qui était à l'origine, le titre de cette rencontre : « c'est demain le déluge ». On peut être pessimiste ou optimiste. Pessimiste, il y a de bonnes raisons d'être pessimiste. Le déluge, il arrive. Certains climatologues considèrent que les deux degrés d'augmentation de la température moyenne de la planète, c'est déjà râpé et que l'on n'y arrivera pas. Nous connaissons toutes les conséquences que cela comporte.

Je suis optimiste malgré cela et je pense que nous n'avons pas le droit, nous, décideurs politiques, gestionnaires de nos collectivités, d'être pessimistes. Il faut nous engager à fond, en étant bien conscients que nous avons à inventer un nouveau modèle de développement et notamment un nouveau modèle de développement urbain. Il va falloir faire beaucoup de choses autrement.

Il va d'abord falloir construire autrement. Nous avons commencé à le faire en créant des bâtiments à énergie positive, en utilisant des matériaux différents. J'ai parlé tout à l'heure du bois qui stocke le carbone et beaucoup d'autres choses.

Il faut ensuite se déplacer autrement. On commence, mais il y a encore beaucoup à faire là-dessus, rééquilibrer la part du véhicule individuel et du transport collectif, du vélo, de la marche à pied et pour les véhicules individuels, éliminer petit à petit les véhicules polluants et aller vers des véhicules bas carbone ou zéro carbone, électriques. C'est toute une politique de mobilité différente.

Il faut aussi produire de l'énergie autrement. Quand j'ai entendu Monsieur Jeremy RIFKIN nous expliquer que les grandes centrales de production d'électricité allaient disparaître au profit de la micro-production, j'ai trouvé que c'était un petit peu utopique. C'est ce qui est en train de se passer et de plus en plus. Maintenant que l'on peut brancher sur le réseau général d'EDF l'électricité qu'on produit soi-même, on voit se développer cette nouvelle forme de production d'énergie.

Il faut se comporter autrement et l'éducation de ce point de vue-là est absolument capitale. Vous avez parlé de la baisse de consommation, Chers Collègues, nous avons réagi aussi en ce sens dans Bordeaux. Il faut faire des investissements, il faut aussi se comporter autrement. Je prends un petit exemple d'une manifestation que l'on organise en France et que l'on a organisé à Bordeaux, « Familles à énergie positive ». On réunit une vingtaine de familles dans les quartiers de Bordeaux, on leur fixe un défi : « vous allez diminuer votre consommation d'énergie et votre consommation d'eau, sans faire d'investissements, simplement en changeant votre façon de vous comporter ». Cela donne des résultats stupéfiants. Le vainqueur de cette compétition, l'année dernière, avait réduit sa facture d'eau et sa facture d'électricité de 30 %. Il est possible de se comporter complètement autrement et recycler, recycler. Nous sommes dans une économie qui doit devenir de plus en plus circulaire.

Voilà à quoi ressemblera la ville de demain. Pour conclure sur Bordeaux, j'ai lancé une idée qui est un projet, j'aimerais bien que les Bordelais réfléchissent au Bordeaux de 2050. Qu'attendent-ils de leur ville à l'échéance de deux ou trois décennies ? On pourra me dire que faire de la prospective à 30 ans, c'est de la folie. Vous le disiez, Monsieur le Maire de Bilbao, tout change d'année en année, de mois en mois, d'heure en heure peut-être. Il ne faut pas s'interdire quand même d'avoir un objectif à long terme.

Comment précisément allons-nous nous déplacer dans le Bordeaux de 2050 ? À quoi ressembleront les quartiers de 2050 et ainsi de suite ? Je voudrais que ce soit une réflexion qui ne soit pas réservée aux spécialistes, aux urbanistes, aux architectes, aux décideurs politiques, mais que dans chacun de nos quartiers, la population se pose cette question et apporte des éléments de réponse.

Alors, peut-être que sous une autre forme, le prochain AGORA sera consacré à cette question : Bordeaux 2050.

Rémi CAMBAU : C'est votre nouveau projet, après celui de 1995 qui a concerné la commune centrale, c'est le projet pour la Métropole ?

Alain JUPPÉ : Exact. Aujourd'hui, le développement de Bordeaux est évidemment le développement de la Métropole. Quand je dis : Bordeaux, pardon, vous avez

raison de me faire apporter cette précision, je voudrais que ce soit dans les quartiers de Bordeaux et dans les communes de la Métropole. Il faut que chaque commune aussi s'engage dans cette réflexion. Tout cela est passionnant et c'est la raison pour laquelle s'il ne faut pas que les chefs d'État s'éternisent au pouvoir, avoir des maires qui ont la durée devant eux, ce n'est pas si mal que ça quand même.

Rémi CAMBAU : Merci de ce mot qui ne peut pas avoir de suite. Je vous remercie, Madame, Messieurs, de nous avoir amené votre expérience, votre témoignage, votre vision de l'avenir qui est plutôt en effet optimiste et qui nous rassérène.

Merci à tous d'avoir été présents jusqu'au bout.

LA SÉANCE EST LEVÉE À 16 HEURES 15